

Art. 9. De in de artikel 5 en 7 bedoelde verrichtingen staan onder het toezicht van de commissaris of afgevaardigde van de Executieve en van de afgevaardigde van de Minister van Begroting resp. benoemd bij de betrokken instelling overeenkomstig titel III van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, gewijzigd bij het decreet van 12 juli 1991 betreffende de controle over de universitaire instellingen.

Art. 10. Bij de jaarrekeningen van elke universitaire instelling wordt een inventaris gevoegd van al haar onroerende goederen, met vermelding van hun bestemming.

Art. 11. De artikelen 3 t/m 10 zijn ook toepasselijk op de gelden, beschikbaar op artikel 60.57.A van het decreet van 24 december 1990 houdende de begroting van de Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1991.

Art. 12. Alle nieuwe financiële middelen aangewend voor de verbouwing, modernisering en belangrijke herstellingen van onroerende goederen bestemd voor onderwijs, onderzoek en administratie, moeten verdeeld worden onder alle universitaire instellingen volgens regels, bepaald bij een in de Executieve overlegd besluit.

De in het eerste lid bedoelde verdeling wordt bepaald bij een in de Executieve overlegd besluit.

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking op de datum van inwerkingtreding van het decreet van 15 oktober 1991 waarbij voorlopige kredieten geopend worden, die in mindering komen van de begrotingen van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992, inz. de artikel 16 en 21.

Brussel, 18 november 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

F. 92 — 561

[S-C — 29053]

**18 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
régulant l'organisation et le fonctionnement des jurys
d'enseignement universitaire de la Communauté française**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'article 40 des lois coordonnées le 31 décembre 1949 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, tel que modifié à ce jour;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu le décret du 19 juillet 1991 relatif à la réforme des jurys d'enseignement universitaires de la Communauté française, notamment l'article 8, chapitre 6;

Considérant qu'il y a lieu d'organiser d'urgence, à partir de l'année académique 1991-1992, les jurys de la Communauté française prévus par le décret du 19 juillet 1991 précité;

Vu la délibération de l'Exécutif en date du 4 novembre 1991,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — Composition, nomination, compétence

Article 1er. Il est constitué des jurys d'enseignement universitaire de la Communauté française pour tous les grades académiques légaux, à l'exception des grades de docteur en philosophie et lettres, de docteur en droit, de docteur en sciences et d'agrégé de l'enseignement supérieur.

Art. 2. Il est constitué autant de jurys qu'il y a d'universités et d'établissements assimilés dont les récipiendaires ont choisi le programme.

Art. 3. Chaque jury est divisé en autant de sections qu'il y a de grades en vue desquels des inscriptions ont été prises.

Chaque jury comprend :

1° un président qui assume également la présidence d'une ou de plusieurs sections;

2° des présidents suppléants chargés d'assumer la présidence des autres sections;

L'un des présidents suppléants remplace le président en cas d'absence ou d'empêchement.

3° des membres effectifs et des membres suppléants.

Art. 4. Les présidents, les présidents suppléants, les membres effectifs et les membres suppléants sont nommés, sur proposition des universités et des établissements assimilés, par le Ministre, et ceci dès le début de l'année académique. Ils sont identiques pour les deux sessions.

Art. 5. Dans chaque section, le président ou le président suppléant désigne un secrétaire parmi les membres effectifs ou les membres suppléants.

Art. 6. La composition des jurys d'enseignement universitaire de la Communauté française est identique à celle des jurys fonctionnant au sein des universités et des établissements assimilés.

Art. 7. Les présidents et présidents suppléants veillent à l'exécution de la loi et à la régularité des examens; ils président aux délibérations et ont la police des séances.

Les secrétaires tiennent les écritures et rédigent les procès-verbaux des séances.

Art. 8. Nul ne peut faire subir l'examen ni prendre part à la délibération lorsque le récipiendaire est son conjoint, un parent ou un allié jusque et y compris le quatrième degré.

CHAPITRE II. — *Siège des jurys*

Art. 9. Chaque jury siège dans les locaux de l'université ou de l'établissement assimilé dont les récipiendaires ont choisi le programme.

CHAPITRE III. — *Organisation des examens**Section 1re. — Sessions d'examens*

Art. 10. Il y a annuellement deux sessions d'examens : la première s'ouvre dans le courant des mois de mai ou de juin; la seconde dans le courant des mois d'août ou de septembre.

Section 2. — Condition d'accès et inscription aux examens

Art. 11. Sans préjudice de l'application de l'article 12 les jurys sont accessibles à toute personne qui répond aux conditions d'admission fixées par les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Art. 12. § 1er. Au cours d'une même année d'études, nul ne peut se présenter plus de deux fois aux mêmes épreuves, devant le même jury d'enseignement universitaire de la Communauté française ou devant des jurys différents.

§ 2. Le récipiendaire, déjà inscrit pendant deux des quatre années académiques précédentes aux cours ou aux examens d'une même année d'études conduisant à l'obtention du même grade, dans une université ou devant un jury d'enseignement universitaire de la Communauté française, ne peut plus présenter les mêmes examens devant un jury d'enseignement universitaire de la Communauté française.

Toutefois, pour des raisons exceptionnelles, le Recteur ou son délégué peut déroger à cette règle.

§ 3. Le récipiendaire qui s'inscrit aux épreuves organisées par un jury d'enseignement universitaire de la Communauté française doit justifier qu'il n'a pas pu suivre le programme des études choisi, tel qu'il est proposé par l'université ou l'établissement assimilé en vue de la collation d'un grade académique.

Les autorités universitaires peuvent refuser l'accès aux épreuves d'un récipiendaire dont la justification n'est pas probante.

Celui-ci dispose toutefois d'un droit de recours auprès du Ministre chargé de l'enseignement universitaire de la Communauté française ou de son délégué.

§ 4. Le récipiendaire ajourné par une université ou un établissement assimilé ne peut se représenter aux mêmes épreuves devant un jury d'enseignement universitaire de la Communauté française au cours de la même session.

Le récipiendaire ajourné par un jury d'enseignement universitaire de la Communauté française ne peut se représenter aux mêmes épreuves devant le même jury ou devant un autre jury au cours de la même session.

§ 5. Le récipiendaire refusé par une université ou un établissement assimilé ou par un jury d'enseignement universitaire de la Communauté française ne peut se représenter aux mêmes épreuves devant un jury d'enseignement de la Communauté française qu'après une nouvelle année, sous réserve des dispositions du § 2.

Art. 13. Les inscriptions sont reçues aux sièges des universités et des établissements assimilés :

- du 1er janvier au 31 mars inclusivement pour la première session d'examens;
- du 1er juillet au 31 juillet inclusivement pour la deuxième session d'examens.

Art. 14. Le récipiendaire indique au moment de son inscription :

- 1° ses nom et prénoms;
- 2° les lieu et date de naissance;
- 3° sa nationalité;
- 4° l'épreuve à laquelle il s'inscrit;
- 5° le titre qui le rend admissible à cette épreuve;
- 6° le cas échéant, l'université ou l'établissement assimilé dont il choisit le programme;
- 7° éventuellement, le titre du mémoire, du travail de l'épreuve finale ou de la dissertation.

Art. 15. Les inscriptions sont prises en deux exemplaires sur les formulaires fournis par le Ministre. En même temps que son inscription, le récipiendaire remet le récépissé du versement des frais d'examens.

Art. 16. Dans les dix jours ouvrables suivant l'expiration des délais fixés à l'article 12, les autorités universitaires envoient au Ministre un des formulaires d'inscription.

Art. 17. Un avis publié au *Moniteur belge* pendant le mois qui précède l'ouverture des inscriptions, et diffusé par la presse, rappelle les délais et les lieux d'inscription, les formalités à remplir et les frais d'examens à verser.

Section 3. — Frais d'examens

Art. 18. Les frais d'examens sont fixés uniformément à 5 000 francs pour chacune des épreuves complètes. Toutefois, ce montant est réduit à 3 000 francs pour les épreuves complémentaires.

Ces frais sont versés aux comptes des universités.

Section 4. — Programme des examens

Art. 19. Le programme de l'examen est choisi librement par le récipiendaire parmi les programmes des universités et des établissements assimilés.

Ce choix porte obligatoirement sur le programme officiel et complet d'une seule université ou établissement assimilé.

Section 5. — Déroulement des examens

Art. 20. Le président convoque les membres et les récipiendaires.

Il règle l'ordre et les modalités des examens.

Art. 21. Avant l'examen, les récipiendaires remettent au secrétariat le ou les titres qui les rendent admissibles à l'épreuve à laquelle ils sont inscrits.

Art. 22. L'examen est subi dans la langue utilisée pour les cours qui donnent lieu à l'interrogation.

Art. 23. L'examen est divisé en autant de parties qu'il y a de cours, travaux et exercices figurant au programme officiel de l'université ou de l'établissement assimilé mentionné par le récipiendaire sur son bulletin d'inscription.

Art. 24. Sauf disposition contraire prévue par la loi, les récipiendaires subissent leurs examens oralement. Néanmoins, ils peuvent, en prenant leur inscription, demander à être examinés par écrit et oralement sur une ou plusieurs parties de l'examen.

En outre, le jury est autorisé à imposer à tous les récipiendaires une épreuve écrite sur une ou plusieurs parties de l'examen.

Section 6. — Sanction des examens

Art. 25. Pour chaque partie de l'examen, le récipiendaire est noté sur un maximum de 20 points.

Art. 26. Après les examens, le jury se réunit à huis clos, par section et par épreuve, pour délibérer sur l'admission, l'ajournement ou le refus des récipiendaires.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

A l'issue des délibérations le président proclame en séance publique le résultat des examens.

Art. 27. Le récipiendaire admis par le jury est proclamé avoir subi l'examen de manière satisfaisante, avec distinction, avec grande distinction ou avec la plus grande distinction.

Art. 28. Le récipiendaire qui n'a pas répondu d'une manière satisfaisante est ajourné ou refusé par le jury.

Le récipiendaire ajourné peut se représenter devant le même jury ou devant un autre jury d'enseignement universitaire de la Communauté française au cours d'une session ultérieure. Il peut être dispensé par le jury de représenter la ou les parties d'examen pour lesquelles il a satisfait, à condition de subir à nouveau l'examen au cours de la deuxième session de la même année et devant le même jury.

Art. 29. Le récipiendaire absent pour un motif légitime est excusé et assimilé aux ajournés.

Le récipiendaire absent sans motif légitime est assimilé aux ajournés ou aux refusés.

Le procès-verbal est signé par le président et le secrétaire; il constate notamment :

- 1° la présence des membres et des récipiendaires, cités nominativement;
- 2° la production des derniers diplômes ou certificats requis pour être accessible à l'examen;
- 3° les matières sur lesquelles a porté l'examen et les cours correspondant à ces matières;
- 4° la décision relative à chaque récipiendaire inscrit et, s'il a lieu, le mérite de l'examen;
- 5° le respect des prescriptions légales quant à la durée des études et à la publicité des examens.

Art. 30. Le Ministre détermine la forme et le modèle des certificats et diplômes conférés à la suite des examens.

Art. 31. Après la clôture de la session, le président de chaque jury fait parvenir au Ministre le relevé nominatif des résultats.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 32. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 12 juin 1970 réglant l'organisation et le fonctionnement d'enseignement universitaire de la Communauté française;

2° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 avril 1990 modifiant l'arrêté royal du 12 juin 1970.

Art. 33. Le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1991 à l'exception des §§ 2 et 3 de l'article 12 qui produiront leurs effets le 1er octobre 1992.

Bruxelles, le 18 novembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique,
Y. YLIEFF

VERTALING

N. 92 — 561

[S-C — 29053]

18 NOVEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot regeling van de organisatie en de werking van de examencommissie voor het universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 40 van de op 31 december 1949 gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, zoals gewijzigd;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1 gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op het decreet van 19 juli 1991 betreffende o.m. de hervorming van de examencommissies voor het universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap, meer bepaald artikel 8, hoofdstuk VI;

Overwegende dat vanaf het academiejaar 1991-1992 de bij voormeld decreet ingestelde examencommissies dringend georganiseerd moeten worden;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 4 november 1991,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Saménstelling, benoeming, bevoegdheid*

Artikel 1. Er worden examencommissies voor het universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap ingesteld voor alle wettelijke academische graden, behalve de graden van doctor in de letteren en wijsbegeerte, in de rechten of in de wetenschappen en van geaggregeerde voor het hoger onderwijs.

Art. 2. Er worden evenveel examencommissies samengesteld als er universiteiten en gelijkgestelde instellingen zijn waarvan de kandidaten het programma gekozen hebben.

Art. 3. Elke examencommissie wordt verdeeld in evenveel afdelingen als er graden zijn waarvoor inschrijvingen genomen zijn.

Elke examencommissie omvat :

- 1° een voorzitter die ook één of meer afdelingen voorziet;
- 2° plaatsvervangende voorzitters die de andere afdelingen voorzitten. Een van die plaatsvervangers vervangt de voorzitter wanneer deze afwezig of verhinderd is;
- 3° werkende leden en plaatsvervangers.

Art. 4. De voorzitters, plaatsvervangende voorzitters, werkende leden en plaatsvervangers worden bij de aanvang van het academiejaar benoemd door de Minister, op de voordracht van de universiteiten en gelijkgestelde instellingen. Zij zijn voor beide zittingen identiek.

Art. 5. In elke afdeling wijst de (plaatsvervangende) voorzitter een secretaris aan onder de werkende leden of plaatsvervangers.

Art. 6. De samenstelling van de examencommissies voor het universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap is dezelfde als die van de examencommissies in de universiteiten en gelijkgestelde instellingen.

Art. 7. De (plaatsvervangende) voorzitters staan in voor de uitvoering van de wet en de regelmatigheid van de examens, zitten de deliberaties voor en houden toezicht over de vergaderingen.

De secretarissen staan in voor het schrijfwerk en stellen de notulen van de vergadering op.

Art. 8. Niemand mag een examen afnemen of aan de deliberatie deelnemen wanneer de examinandus zijn echtgenoot of een bloed- of aanverwant t/m de 4e graad is.

HOOFDSTUK II. — *Zetel van de examencommissie*

Art. 9. Elke examencommissie houdt zitting in de lokalen van de universiteit of gelijkgestelde instelling waarvan de examinandi het programma gekozen hebben.

HOOFDSTUK III. — *Organisatie van de examens*

Afdeling 1. — Examenzittingen

Art. 10. Er zijn jaarlijks 2 examenzittingen : de 1e wordt geopend in mei of juni, de 2e in augustus of september.

Afdeling 2. — Toelatingsvoorwaarden en inschrijvingen

Art. 11. Onverminderd artikel 12 zijn de examens toegankelijk voor al wie de bij de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens bepaalde toelatingsvoorwaarden vervult.

Art. 12. § 1. Niemand mag zich in de loop van eenzelfde studiejaar voor dezelfde examencommissie voor het universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap meer dan tweemaal voor dezelfde examengedeelten aanmelden.

§ 2. De examinandus, die tijdens 2 van de vorige academiejaren ingeschreven was voor de cursussen en examens van één studiejaar ter verkrijging van een zelfde graad, in een universiteit of voor een examencommissie voor het universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap, mag hetzelfde examen voor zulke examencommissie niet opnieuw afleggen tenzij de Rector of zijn gemachtigde hiervan om uitzonderlijke redenen afwijkt.

§ 3. De examinandus moet bij zijn inschrijving voor een examencommissie voor het universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap bewijzen dat hij het gekozen programma niet kan volgen in de universiteit of gelijkgestelde instelling ter verkrijging van een academische graad.

Als dit bewijs niet afdoend is, mag de universitaire overheid beslissen, hem niet tot de examens toe te laten.

De betrokkene mag beroep aantekenen bij de Minister, bevoegd voor het universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap of bij diens gemachtigde.

§ 4. Een door een universiteit of ermede gelijkgestelde instelling verdaagde examinandus mag zich in de loop van dezelfde zitting niet opnieuw aanmelden om voor een examencommissie voor het universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap dezelfde examengedeelten af te leggen.

Een door een examencommissie voor het universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap verdaagde examinandus mag zich in de loop van dezelfde zitting niet opnieuw aanmelden om voor dezelfde examencommissie of een andere examencommissie dezelfde examengedeelten af te leggen.

§ 5. Een door een universiteit of ermede gelijkgestelde instelling of door een examencommissie voor het universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap afgewezen examinandus mag zich pas na één studiejaar opnieuw aanmelden om voor een examencommissie van de Franse Gemeenschap dezelfde examengedeelten af te leggen onder voorbehoud van het bepaalde in § 2.

Art. 13. De inschrijvingen worden ten zetel van de universiteiten en ermede gelijkgestelde instellingen in ontvangst genomen :

- 1° van 1 januari tot 31 maart inbegrepen voor de eerste examen­zitting;
- 2° van 1 tot 31 juli inbegrepen voor de tweede examen­zitting.

Art. 14. Bij de inschrijving vermeldt de examinandus :

- 1° zijn naam en voornamen;
- 2° de plaats en datum van geboorte;
- 3° zijn nationaliteit;
- 4° het examengedeelte waarvoor hij zich inschrijft;
- 5° het bekwaamheidsbewijs dat hem toegang verleent tot dit examengedeelte;

6° in voorkomend geval, de universiteit of ermede gelijkgestelde instelling waarvan hij het programma gekozen heeft;

7° in voorkomend geval, de titel van de verhandeling, van het werk van het eindexamen of van het proefschrift.

Art. 15. De inschrijvingen worden gedaan in 2 exemplaren op de door de Minister verstrekte formulieren. Bij zijn inschrijving overhandigt de examinandus het bewijs van storting van de examenkosten.

Art. 16. De universitaire overheden zenden, binnen de tien werkdagen na verloop van de bij artikel 12 bepaalde termijnen, een van de inschrijvingsformulieren naar de Minister.

Art. 17. Een bericht dat in het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd tijdens de maand die de opening van de inschrijvingen voorafgaat, en dat door de pers wordt verspreid, vermeldt de termijnen en de plaatsen van inschrijving, de te vervullen formaliteiten en de te storten examenkosten.

Afdeling 3. — Examenkosten

Art. 18. De examenkosten zijn eenvormig vastgesteld op 5 000 frank voor elk van de volledige examengedeelten. Dit bedrag wordt tot 3 000 frank verminderd voor de aanvullende examengedeelten.

Die kosten worden gestort op de rekening van de universiteiten.

Afdeling 4. — Programma van de examens

Art. 19. Het programma van het examen wordt door de examinandus vrij gekozen onder de programma's van de universiteiten en ermede gelijkgestelde instellingen.

Die keuze moet slaan op het officiële en volledige programma van één enkele universiteit of ermede gelijkgestelde instelling.

Afdeling 5. — Verloop van de examens

Art. 20. De leden en de examinandi worden door de voorzitter opgeroepen.

Hij regelt de orde en de modaliteiten van de examens.

Art. 21. Vóór het examen overhandigen de examinandi aan het secretariaat de titel of titels die hun toegang verlenen tot het examengedeelte waarvoor zij zich hebben ingeschreven.

Art. 22. Het examen wordt afgelegd in de taal die gebruikt wordt voor de cursussen welke tot de ondervraging aanleiding geven.

Art. 23. Het examen is ingedeeld in evenveel delen als er cursussen, werkzaamheden en oefeningen zijn die voorkomen in het officiële programma van de universiteit of van de ermede gelijkgestelde instelling die door de examinandus op zijn inschrijvingsformulier is vermeld.

Art. 24. De examinandi worden mondeling geëxamineerd behoudens andersluidende bepaling, bij de wet voorgeschreven.

Zij mogen echter bij hun inschrijving vragen om schriftelijk en mondeling geëxamineerd te worden over één of verscheidene delen van het examen.

Elke examencommissie is bovendien gemachtigd om aan alle examinandi een schriftelijk examen op te leggen over één of verscheidene delen van het examen.

Afdeling 6. — Bekrchtiging van de examens

Art. 25. Voor elk deel van het examen wordt aan de examinandus een beoordelingscijfer van ten hoogste 20 punten toegekend.

Art. 26. Na afloop van de examens vergadert de examencommissie per afdeling en per proef om, met gesloten deuren, te beslissen over de toelating, de verdaging of de afwijzing van de examinandi.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden.

Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter.

Na afloop van de beraadslagingen proclameert de voorzitter de uitslag van de examens in openbare zitting.

Art. 27. Bij de proclamatie van de examinandus die door de examencommissie is toegelaten, wordt vermeld dat hij het examen heeft afgelegd op voldoende wijze, met onderscheiding, met grote onderscheiding of met de grootste onderscheiding.

Art. 28. De examinandus die niet op bevredigende wijze heeft geantwoord, wordt door de examencommissie verdaagd of afgewezen.

De verdaagde examinandus mag zich in de loop van een latere zitting opnieuw aanmelden voor dezelfde examencommissie of voor een andere examencommissie voor het universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap. Hij kan door de examencommissie vrijgesteld worden van nieuwe ondervraging over het deel of de delen van het examen, waarvoor hij heeft voldaan, op voorwaarde dat hij het examen opnieuw aflegt voor dezelfde examencommissie in de loop van de tweede zitting van hetzelfde jaar.

Art. 29. De om wettige redenen afwezige examinandus wordt verontschuldigd en met de verdaagden gelijkgesteld.

De zonder wettige redenen afwezige examinandus wordt met de verdaagden of met de afgewezenen gelijkgesteld.

De notulen worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris;

zij vermelden inz. :

1° de aanwezigheid van de met naam vermelde leden en examinandi;

2° het overleggen van de laatste diploma's of getuigschriften die vereist zijn om tot het examen toegelaten te worden;

3° de vakken waarover het examen liep en de met die vakken overeenstemmende cursussen;

4° de voor elke examinandus genomen beslissing, en in voorkomend geval de verdienste van het examen;

5° het naleven van de wetsvoorschriften wat betreft de duur van de studiën en de openbaarheid van de examens.

Art. 30. De Minister bepaalt de vorm en het model van de getuigschriften en diploma's die ingevolge de examens uitgereikt worden.

Art. 31. Na de sluiting van de zitting zendt de voorzitter van elke examencommissie aan de Minister de naamlijst van de uitlagen.

HOOFDSTUK IV. — *Sloebepalingen*

Art. 32. Opgeheven worden :

1^o het koninklijk besluit van 12 juni 1970 tot regeling van de organisatie en de werking van de examencommissies voor het universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap;

2^o het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 4 april 1990 tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 juni 1970.

Art. 33. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1991 met uitzondering van de §§ 2 en 3 van artikel 12 die op 1 oktober 1992 van kracht worden.

Brussel, 18 september 1991.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

F. 92 — 562

[S-C — 20773]

20 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignements secondaires inférieurs général, technique, artistique et professionnel)

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, telles qu'elles ont été modifiées;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire telle qu'elle a été modifiée;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juin 1989 portant organisation du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignements secondaires inférieurs général, technique, artistique et professionnel);

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu la nécessité de prendre sans délai les mesures donnant la possibilité au jury de la Communauté française de mettre efficacement en application les modifications apportées à son mode d'organisation et de fonctionnement et permettant aux candidats de se préparer dans de bonnes conditions aux épreuves organisées par le jury de la Communauté française,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 14 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignements secondaires inférieurs général, technique, artistique et professionnel) est remplacé par la disposition suivante :

« Article 14, § 1^{er}. Les droits d'inscription sont fixés à l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juin 1989 portant organisation du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire, tel qu'il a été modifié.

§ 2. Ces droits ne sont remboursables en aucun cas. Ils ne peuvent être reportés à une session ultérieure. Ils seront acquittés lors de chaque inscription.

§ 3. Le paiement doit être effectué au numéro de compte 091-2110106-04 du comptable des recettes du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation à 1010 Bruxelles. »

Art. 2. L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 16, § 1^{er}. Pour les candidats présentant le certificat visé à l'article 9, 1^o, l'examen comprend trois groupes d'épreuves :

A. Premier groupe : quatre branches obligatoires : le français, la mathématique, l'histoire et la géographie.

Ces épreuves sont écrites, à l'exception d'une partie orale pour le français.

B. Deuxième groupe : deux branches obligatoires : une deuxième langue moderne (néerlandais, anglais ou allemand) et les sciences (physique, chimie, biologie).

L'épreuve de langue moderne comprend une partie écrite et une partie orale. L'épreuve de sciences est écrite.

C. Troisième groupe : une branche à choisir parmi le latin et les sciences économiques ou deux branches à choisir parmi une troisième langue moderne (néerlandais, anglais, allemand, italien ou espagnol), grec, complément de mathématique et complément de sciences.

Le président détermine les matières sur lesquelles les examens auront lieu par écrit ainsi que les sujets et questions de ces examens.

La branche choisie comme deuxième langue moderne (deuxième groupe) ne peut être choisie comme troisième langue.

§ 2. Le candidat peut passer les trois groupes d'épreuves en une session unique ou les répartir en deux ou trois sessions. »